

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Mode de passation

Le présent avis n'est pas couvert par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

L'avis implique : un marché public

Identification de l'organisme qui passe le marché

CLASSIFICATION DE L'ORGANISME

Code d'identification national :

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) : Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée
par arrêté préfectoral n°13-2025-12-01-00027 du 01 décembre 2025

Nom officiel : Direction Interdépartementale de Routes Méditerranée

Complément du nom de l'organisme et adresse postale : 16 rue Antoine Zarrata

Code postal : 13331 Ville : Marseille

Code NUTS : FR821

Pays (*autre que France*) :

Point de contact : DIRMED/SG/ILCP

Téléphone : 0486946714

Courrier électronique (courriel) : cp.ilcp.sg.dirmed@developpement-durable.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : [http\(s\):// : http://www.dir.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr](http(s)://http://www.dir.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr)

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Description du marché

Nature du marché : Travaux

Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur :

RN85 - Travaux de confortement des berges de la Bléone - Commune d'Aiglun (04)

Description succincte du marché :

Les travaux consistent à conforter la berge de la Bléone par la mise en œuvre d'enrochement et la végétalisation de la partie supérieure du talus afin de protéger la plate-forme de la route RN85.

Classification CPV

Objet principal : 45246200-5

Objet complémentaire : 45112500-0

Objet complémentaire : 45112730-1

Objet complémentaire : 77310000-6

LE MARCHÉ EST COUVERT PAR L'ACCORD SUR LES MARCHÉS PUBLICS (AMP) : Oui

Renseignements relatifs aux lots

Le marché est divisé en deux lots et il est possible de soumettre des offres pour l'ensemble des lots

Acceptation des variantes : Non

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

30 % La valeur technique

20 % Les performances en matière de protection de l'environnement

50 % Le prix des prestations

Conditions relative au marché

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

- * Origine du financement : État;
- * Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;
- * Les prix seront révisables ;
- * Les comptes seront réglés mensuellement sous la forme d'acomptes et d'un solde ;
- * Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique ;
- soit avec des entrepreneurs groupés conjoints ou des entrepreneurs groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule candidature en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

Autres conditions particulières :

- * Il sera fait application des articles L2112-2 et 3 du Code de la Commande Publique, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation ;
- * En application des dispositions des articles L2112-2 et 3 du Code de la Commande Publique, l'exécution du marché comporte une clause sociale obligatoire visant à l'insertion par l'activité économique des personnes éloignées de l'emploi.
- * Il sera fait application de l'article 38 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation ;
- * Marché à tranches pour le lot 1 en application des articles R. 2113-4 à 6 du Code de la Commande Publique.

Conditions de participation

SITUATION PROPRE DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES :

Si le candidat utilise le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ; Le(s) lot(s) pour lequel/lesquels la candidature est déposée ; Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

Capacité économique et financière

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

Si le candidat utilise le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- * Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ; Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances ; Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

A - Capacités professionnelles :

- La présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestations de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché.

- Les certificats de qualifications professionnelles pour des travaux de même nature que ceux des marchés ;

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

B - Capacités techniques :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature : production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières et production d'un engagement écrit de chacun de ces opérateurs justifiant que le candidat dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché.

Marché non réservé à des ateliers protégés.

Type de procédure : Procédure adaptée.

Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 23 / 02 / 2026 à 22 h 00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres informations

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : DIRMED-26-002

- * Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
- * Unité monétaire utilisée, l'euro ;
- * Les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions de l'article 55 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sont éliminées par le RPA ;
- * Pour l'application de la section relative aux lots ci-dessus, le candidat peut soumissionner à un seul lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots. Il remettra une offre par lot comportant, notamment, un acte d'engagement pour chacun d'eux ;
- * A titre indicatif, les travaux commenceront début septembre 2026 pour une durée de 63 mois ;
- * Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;
- * Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;

Modalités d'ouverture des offres

- * Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non
- * L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

- * Le mode de retrait du dossier de consultation ne conditionne pas le choix du mode de transmission de la candidature ;

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

- * Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont retournés au candidat sans être ouverts ;
- * Si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, L'offre rejetée est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.
- * La copie de sauvegarde, prévue à l'article 41 III du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde" ;
- * Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues ;
- * Le mode de transmission des offres retenu est l'échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation. Cependant le pouvoir adjudicateur acceptera les offres transmises sous format papier ou sur un support physique électronique.
- * Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique, les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'arrêté du 15 juin 2012. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.
- * Les offres transmises par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "DIRMED-26-002", le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de

PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Marseille

Adresse : 22, rue Breteuil

Code postal : 13006

Ville : Marseille

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 04.91.13.48.13

Courrier électronique (courriel) :

Adresse Internet (URL) : <http://marseille.tribunal-administratif.fr>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

* Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;

* Référé Contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché ou à défaut 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché. Toutefois ce référé n'est pas possible en cas de publication d'un avis d'intention de conclure le marché au moins 11 jours avant sa signature (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION : 07 / 01 / 2026

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU(X) LOT(S)

Lot n° 1 **Intitulé :** Travaux de confortement des berges

Classification CPV

Objet principal : 45246200-5

Objet complémentaire : 45112500-0

Objet complémentaire : 45112730-1

Objet complémentaire : 77310000-6

Description succincte

Travaux de confortement des berges

Etendue ou quantité :

Travaux de confortement des berges de la Bléone

Lot n° 2 **Intitulé :** Travaux de réalisation des mesures de compensation et de réduction

Classification CPV

Objet principal : 45262640

Objet complémentaire : 77310000-6

Description succincte

Travaux de réalisation des mesures de compensation et de réduction.

Etendue ou quantité :

Travaux de réalisation des mesures de compensation et de réduction

PUBLICATION AU BOAMP

Département de publication : 04

Départements de rappel : 13 ; 05 ; 06 ; 38 ; 84

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :

Entretien et exploitation du réseau routier national structurant.

CLASSIFICATION DES PRODUITS

Produits associés à cette annonce :

45 - Travaux de construction

FACTURATION

Numéro de bon de commande d'insertion au BOAMP : 15 099 56 506